

LA SITUATION POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE

- Le Front Républicain (SFIO, RADICAUX, REPUBLICAINS SOCIAUX EX-RPF) a perdu les élections du 2 janvier 1956 (195 élus sur 595).
- Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO, a néanmoins constitué un gouvernement de Front Républicain, le 31 janvier.
- Ce gouvernement n'a donc pas de majorité à l'Assemblée Nationale.
- Il exerce cependant le pouvoir grâce au soutien du MRP et du Parti communiste, qui l'expliquent pour des raisons opposées.
- Il n'a pas de solution à la guerre d'Algérie, qui s'aggrave.
- Le Front Républicain est renié par ses fondateurs.
- Dans la presse, beaucoup de commentateurs rendent hommage au MRP pour son soutien au Gouvernement Mollet.

Ce schéma de la situation politique et parlementaire au premier trimestre 1956 a été développé dans notre numéro précédent (pages 11 à 24).

Pour aider nos lecteurs à faire la liaison entre cette période et le deuxième trimestre de 1956, nous le complétons ci-après par des citations de presse, qui traduisent bien le vide qui se creuse alors entre l'opinion publique et les illusions de la SFIO, ainsi que l'intérêt que le monde politique porte à l'attitude du MRP.

Une étape importante dans l'évolution de la situation va intervenir le 5 juin : à l'issue d'un débat sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord, les députés communistes s'abstiendront dans le scrutin de confiance final ; Guy Mollet obtiendra 271 voix seulement (dont 87 SFIO et 62 MRP). Pierre Mendès-France, ministre d'Etat sans portefeuille, a quitté le Gouvernement depuis le 23 mai.

Les citations de presse sont extraites du Rapport d'activité du Groupe MRP au douzième congrès national du Mouvement tenu à Montrouge en mai 1956.

Dans **France-Soir** (du 2 février), Yves Grosrichard constate les desseins contradictoires du parti communiste et du MRP, sans préciser son sentiment sur le résultat :

« Les communistes ont voulu prouver dans les faits qu'il existe une majorité de Front populaire. Le MRP, au contraire, a voulu montrer qu'il existait une autre majorité possible, défalcation faite des suffrages communistes ; en outre, le caractère européen du nouveau gouvernement a été déterminant pour les républicains populaires, en corrélation avec l'absence au Quai d'Orsay de M. Mendès-France.

Raymond Barrilon, dans **Le Monde** (du 2 février), affirme très nettement que la tactique du MRP l'a emporté sur celle du P.C. :

« Après la décision prise par le groupe MRP, on attendait M. Robert Lecourt avec impatience et curiosité. Son intervention, pour être un peu longue, ne marqua pas moins le moment le plus intéressant de la journée. L'orateur, lui, marqua des points sur les communistes et leur enleva une bonne partie du bénéfice de leur opération. Aussi M. Duclos dut-il intervenir pour tenter, mais sans grand bonheur, de mettre les choses au point. L'extrême gauche, qui avait ri tout le jour, se trouvait un peu gênée la nuit venue ».

Plusieurs autres journalistes insistent particulièrement sur cet aspect de la situation politique et se réjouissent de l'attitude prise par le MRP.

C'est ainsi que Raymond Henry, dans **Ouest-France** (du 2 février), écrit :

« Les républicains populaires ont surtout voulu soustraire le gouvernement à la force d'attraction de l'extrême gauche, sans oublier de souligner qu'ils n'oubliaient pas la fidélité de M. Guy Mollet pour l'alliance atlantique et pour la politique européenne. »

De même, Pierre Limagne, dans **La Croix** (du 2 février) :

« La tactique des communistes n'a, au fond, influencé personne. Au MRP et au RGR, la plupart des députés s'étaient résignés à apporter leurs suffrages à ce fragile cabinet, alors

que M. Guy Mollet leur semblait capable de décourager par la froideur, sinon l'agressivité de ses propos, l'amabilité « dévorante » de M. Duclos. Je ne vois pas pourquoi ils auraient changé d'attitude parce qu'il n'y a pas réussi. Au contraire ! Manœuvre communiste il y avait ; le mieux était d'empêcher sa réussite. »

Louis-Gabriel Robinet également, avec un jugement particulièrement élogieux pour le MRP, dans **Le Figaro** (du 1^{er} février) :

« Non sans courage, les républicains populaires, pris à partie violemment hier par les communistes, et objets, depuis le 2 janvier, de coups répétés des supporters du Front républicain, ont fait passer leur amour-propre après la nécessité de tuer dans l'œuf la constitution ardemment souhaitée à l'extrême gauche du Front populaire qui aurait été rapidement dominé par les équipes du PC ».

Dans **Franc-Tireur** (du 1^{er} février), Jean Ferniot exprime le même sentiment, mais en tire de plus une conclusion sur les rapports que le gouvernement devrait établir avec les groupes de sa majorité qui ne participent pas au cabinet :

« Il faut reconnaître au MRP le mérite d'avoir franchi ce pas, après une difficile campagne électorale, une cohabitation de cinq ans avec la droite, et les premiers votes de cette législature, malgré la formation d'une équipe gouvernementale qui ne lui fait point place et l'annonce de l'abrogation de lois scolaires qui lui tiennent à cœur.

C'est, en conséquence de ce geste, une collaboration loyale qui doit s'instaurer entre le gouvernement et ceux qui lui ont hier apporté leurs suffrages ».

Quelques éditorialistes en profitent pour évoquer les conséquences à terme qu'ils aperçoivent au-delà du vote du groupe MRP.

Pierre Charpy, dans **Paris-Presse** (du 2 février), affirme :

« Mais le geste du MRP cache à peine son arrière-pensée : en recollant aujourd'hui avec les socialistes, il entend préparer le gouvernement suivant. »

Paul Le Gall, dans **Le Parisien Libéré** (du 1^{er} février), estime :

« Un fort courant, qui devait finalement l'emporter, existait cependant au sein du MRP principalement, en faveur d'une trêve, voire d'une réconciliation à terme, même en l'absence de propositions dûment formulées ».

Dans **Nord-Eclair** (du 1^{er} février) le correspondant parisien semble estimer que le vote du MRP peut suffire à créer immédiatement dans les faits une véritable majorité républicaine :

« Quant au MRP, longtemps hésitant entre l'abstention et le vote pour, il décidait finalement d'apporter ses voix à M. Guy Mollet pour, d'une part, éviter le tête-à-tête entre les socialistes et les communistes, et, d'autre part, donner sa chance à une majorité républicaine, européenne et sociale ».

J.O., dans **Foyer Rural** (du 3 février), évoque des perspectives apparemment plus lointaines :

« Notre politique intérieure paraît évoluer plus rapidement qu'on aurait pu le prévoir il y a encore quelques jours. Certains considèrent que les chances de M. Mendès-France ont beaucoup diminué et que le temps n'est peut-être pas tellement éloigné où la reconstitution d'une sorte de Troisième force à base socialiste-MRP, avec appoint radical, ne serait pas une simple vue de l'esprit. Le Front républicain ne serait plus alors qu'un décor de théâtre défraîchi, à ranger au magasin des accessoires ».

Quant à R. Treno, dans le **Canard Enchaîné** (du 1^{er} février), il exprime une opinion semblable à celle de François Mauriac et de Jean Fabiani dans « **L'Express** » et « **Combat** » du jour de l'investiture, mais avec bonne humeur et un visible détachement ; sous le titre :

« Une nouvelle affaire Finaly ? Le jeune Guy Mollet kidnappé par des ecclésiastiques, qui exercent sur lui d'inqualifiables pressions ». Il écrit notamment :

« La consternation est grande au Front républicain. « Comment aurait-on pu penser que l'influence des pères du MRP fût encore aussi forte ! » gémissent les parents de Guy ».

En page 2, on trouve par ailleurs les deux échos suivants :

« A quand la rupture ? »

« C'est le secret de Polichinelle qu'au lendemain de la constitution du gouvernement, il y a plutôt du mou, sinon du Mollet, à l'intérieur du Front républicain.

Et que les relations entre le camarade Guy et son co-associé P.M.F. sont en train de prendre une tournure légèrement nostalgique.

Beaucoup se demandent même si ledit Front ne va pas devenir rapidement une association de cocus qu'il faudra bientôt reconnaître d'inutilité publique.

Le MRP se chargeant d'accomplir toutes les démarches administratives nécessaires.

Et de fournir tous les barils d'eau bénite qu'on voudra pour bénir ce divorce ».

« Les pouces »

Bien des socialistes considèrent que leur éminent secrétaire général a un peu trop visiblement mis les pouces en direction des Révérends Pères de la rue de Poissy.

Et qu'ayant à choisir entre les bonnes grâces d'Etat du MRP et PMF, il a opté pour les bénédictions célestes et européennes.

Ce n'est pas à dire que les proclamations post-électorales qui se sont mitonnées du côté du comité directeur SFIO et selon lesquelles le MRP était un parti de réactionnaires-va-de-la-chose avec qui on ne traiterai jamais, ne sont plus valables.

Non. Mais elles sont provisoirement annulées.

Pour cause d'opportunité parlementaire et ambiante. »

- 11 février, après le voyage de M. Guy Mollet à Alger, François Mauriac dans « **L'Express** » :

« Envers celui qui a sacrifié comme entrée de jeu Pierre Mendès-France et le général Catroux, je ne me sens plus personnellement lié.

Le Front Républicain ? Qu'en avez-vous fait ? Qu'en reste-t-il ? Il s'agit bien du Front Républicain !...

De M. Edgar Faure, emberlificoté dans ses propres toiles, nous pouvions attendre la soudaine invention, le sursaut d'une intelligence rusée. Mais ce magister immobile dans sa chaire, face à une classe hurlante, et qui cède aux boules de papier mâché, ne laisse aucun recours à l'espérance. »

- 9 mars, François Mauriac, dans « **L'Express** » :

« Les socialistes au pouvoir seront condamnés à faire la politique de leurs adversaires, et l'homme d'Etat dont le caractère fut toujours à la mesure des événements et qui avait le plus de chances de rompre l'affreuse chaîne en Algérie, a été lui-même enchaîné, non à un rocher, mais à un strapontin, et c'est l'honneur qui l'y retient, la parole donnée. Ainsi le pire a surgi de notre fausse victoire. »

- le 6 avril, J.J. Servan-Schreiber, dans « **L'Express** » :

« Si le chef du gouvernement a renoncé à la politique de négociation qu'il s'était engagé à faire, de deux choses l'une. Ou bien il la considère toujours comme possible mais constate qu'il n'est pas libre – en raison des obstacles rencontrés – de la mener. Ou bien il la considère maintenant comme impossible, dans l'état nouveau de ses informations.

Dans l'un et l'autre cas, son devoir envers la nation est de le dire, d'abord – et de s'en aller ».

-20 avril, au comité exécutif du parti radical, M. Hernu, député de la Seine :

« Je dois dire que les électeurs du Front Républicain me demandent si leurs élus sont des escrocs ou des imbéciles. »

La situation financière : le Gouvernement Mollet ne fait pas les choix indispensables.

A ces difficultés politiques s'ajoute une crise financière que l'ancien président du Conseil Paul Ramadier, ministre des Affaires économiques et financières depuis le 14 février, entreprend de résoudre essentiellement par une augmentation des impôts.

Cette entreprise lui est imposée par Guy Mollet, qui veut faire du social avant de reconnaître que le règlement du problème algérien – que l'on emploie les réformes ou la guerre -, coûtera très cher.

Ses arguments, au surplus, sont fondés sur des affirmations électorales, inexactes, ce qui est grave dans un tel domaine.

Voici quelques unes des observations que le Groupe MRP fait sur ce sujet dans le Rapport d'activité diffusé au Congrès de Montrouge, en mai (page 35).

En décembre 1955, dans la campagne électorale, les candidats du « Front Républicain » affirment que Pierre Pflimlin trompe l'opinion en évaluant à près de 500 milliards le déficit budgétaire probable de l'exercice 1955 et qu'en réalité le déficit sera de 1.000 milliards.

Le 18 avril 1956, M. Paul Ramadier, ministre des Affaires économiques et financières du gouvernement Mollet, fait distribuer aux commissaires des Finances un document permettant de comparer la situation de l'exercice 1955 à la date du 31 décembre et les prévisions pour l'exercice 1956.

1° Le déficit budgétaire de 1955 s'élève à 435 milliards.

2° Le déficit budgétaire de 1956 n'est pas encore évalué. Toutefois, compte tenu du premier « train » d'impôts nouveaux, inclus dans le projet de fonds national de solidarité, il s'élèverait à 585 milliards. En outre, le deuxième « train » d'impôts préparé par les services du ministère et fixé à 60 milliards ne suffirait pas à couvrir les dépenses supplémentaires entraînés par le rappel des disponibles et estimées à 87 milliards. Au total, le déficit budgétaire prévu pour 1956 dépasse 600 milliards.

Dans ses commentaires, M. Ramadier indique que le gouvernement ne proposera pas de réforme fiscale à l'occasion de l'exercice 1956.

Ainsi, la politique financière du gouvernement se caractérise par :

- l'aggravation de la fiscalité

- l'absence de réforme fiscale

- l'aggravation du déficit budgétaire

- l'absence d'un budget 1956, au 5^{ème} mois de l'exercice.

Sur ce point, le « Front Républicain » a été fidèle à son slogan : « Il faut que ça change ».

